PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 10 MARS 2016

Lan deux mille seize, le quatre mars, le Conseil Municipal est convoqué en séance ordinaire le dix mars deux mille seize à vingt heures, à la Mairie de Vers.

ORDRE DU JOUR:

- 1. Approbation du Conseil du 11 février 2016
- 2. Compte-rendu des autorisations dourbanisme
- 3. Compte-rendu des travaux en cours
- 4. Composition des Commissions communales
- Budget annexe de lœuberge : Approbation des comptes administratifs et de gestion 2015 -Affectation des résultats 2015
- Budget principal : Approbation des comptes administratifs et de gestion 2015 Affectation des résultats 2015
- 7. Amortissements et sortie donventaire des biens immobilisés
- 8. Décision sur la police pluri communale
- 9. Projet de toit photovoltaïque : coûts et financement
- 10. Extension réseau électrique sur chemin public
- 11. Auberge communale : point de situation
- 12. Comptes rendus SIVU et Communauté de Communes
- 13. Divers

PROCES-VERBAL

L'an deux mille seize, le dix mars, à vingt heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, sous la Présidence de Monsieur Raymond VILLET, Maire de Vers.

Nombre de conseillers :

Théorique En exercice Présents Votants 15 12 10 11

Présents: Messieurs J-P.CHAUVET, E.CLERC, P.DUPRAZ, D. ERNST, G. VERNE, R.VILLET,

Mesdames A-S.EXCOFFIER, J.LAVOREL, M.SAXOD, M-A.VIRET

Excusé(s): M.DUPARC, procuration donnée à M-A.VIRET

Absent (s): X. GROS

Jean-Pierre CHAUVET a été élu secrétaire

1/ APPROBATION DU CONSEIL DU 11 FEVRIER 2016

Pas de remarque.

2/ COMPTE-RENDU DES AUTORISATIONS DEURBANISME

Pas do dutorisations do durbanisme délivrées depuis le dernier Conseil Municipal.

3/ COMPTE-RENDU DES TRAVAUX EN COURS

Bâtiments:

- Appartement au dessus du salon de coiffure : demandes de devis en cours.
- Mairie : réunion avec le maître do uvre semaine 11.

Voirie:

- Assainissement Bellossy : le cabinet Hydrétudes a commencé les rencontres avec les propriétaires concernés et remis une première proposition de tracé sur le bas du village.
- Voie à mobilité douce : la SAFER a pris contact avec les propriétaires concernés et fera prochainement un retour sur les réponses obtenues.

- Sécurisation routière : achat de panneaux « Attention Enfants » : la commission voirie doit se réunir pour définir les emplacements à signaler.

4/ MODIFICATION DE LA COMPOSITION DES COMMISSIONS COMMUNALES (délibération)

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n°D2016_015, le Conseil Municipal a modifié des commissions communales suite à une démission.

Monsieur le Maire explique sa décision de modifier les délégations accordées aux 1^{er} et 3^{ème} adjoints, ce qui implique de modifier à nouveau la composition des commissions concernées.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à Iqunanimité des 11 votants :

MODIFIE la composition de la Commission Bâtiments comme suit :

Responsable: Joëlle LAVOREL

Membres : Jean-Pierre CHAUVET, Eddy CLERC, Monique DUPARC, Philippe DUPRAZ, Marie-Andrée VIRET

MODIFIE la composition de la Commission Urbanisme comme suit :

Responsable: Raymond VILLET

Membres: Eddy CLERC, Xavier GROS, Joëlle LAVOREL, Mélanie SAXOD, Geoffroy VERNE, Marie-Andrée

VIRET

5/ BUDGET ANNEXE DE LEAUBERGE : APPROBATION DES COMPTES ADMINISTRATIFS ET DE GESTION 2015 - AFFECTATION DES RÉSULTATS 2015

Monsieur Eddy CLERC, 4^{ème} adjoint délégué aux finances, présente au Conseil Municipal le compte de gestion et le compte administratif de lœxercice 2015 du budget annexe de lœquberge et lœquite à se prononcer sur lœxactitude des écritures présentées

Après avoir entendu læxposé de Monsieur le 4ème adjoint et hors la présence de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal, considérant læxactitude du compte de gestion et du compte administratif 2015 du budget auberge et à lænanimité des 10 votants :

APPROUVE le compte de gestion et le compte administratif du budget auberge de lœxercice 2015 arrêtés comme suit :

Fonctionnement:

Dépenses	4 137,72 "
Recettes	23 847,76 "
Résultat de lœxercice : excédent	19 710,04 "
Excédent 2014	21 952,59 "
Part affectée en investissement	9 190,95 "
Excédent cumulé 2015	32 471,68 "

Investissement:

Dépenses	8 116,73 "
Recettes	12 150,99 "
Résultat de lœxercice : excédent	4 034,26 "
Déficit 2014	- 9 190,95 "
Déficit cumulé 2015	- 5 156,69 "

Résultat global à la clôture 2015 : excédent de 27 314,99 Ö

Vu les résultats de læxercice 2015 du compte de gestion et du compte administratif du budget annexe de læuberge :

Résultat de fonctionnement	
A. Résultat de lœxercice : excédent	19 710,04"
B. Résultats antérieurs reportés : excédent	12 761,64"
C. Résultat à affecter (A+B hors restes à réaliser)	32 471,68Ö
D. Solde dapxécution danvestissement : déficit	- 5 156,69"
E. Restes à réaliser	
Dépenses	0"
Recettes	0"
Solde	0"
F. Besoin de financement (D+E)	- 5 156,69Ö
AFFECTATION (C=G+H)	32 471,68"
G. Affectation en réserves R 1068	5 156,69"
(au minimum : couverture du besoin de financement)	
H. Report en fonctionnement R 002	27 314,99"
(pour la part excédant la couverture du besoin de financement)	

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à lounanimité des 11 votants :

DECIDE:

- 1) De reporter le déficit diprovestissement de 5 156,69 " en dépenses diprovestissement au compte 001.
- 2) Dopffecter loexcédent de fonctionnement de 32 471,68 " de la manière suivante :
- → 5 156,69 " en recettes donvestissement au compte 1068 en couverture du besoin de financement
- → 27 314,99 " en recettes de fonctionnement au compte 002.

6/ BUDGET PRINCIPAL : APPROBATION DES COMPTES ADMINISTRATIFS ET DE GESTION 2015 - AFFECTATION DES RÉSULTATS 2015

• Approbation du compte de gestion et du compte administratif exercice 2015 Ëbudget général (délibération)

Monsieur Eddy CLERC, 4^{ème} adjoint délégué aux finances, présente au Conseil Municipal le compte de gestion et le compte administratif de lœxercice 2015 du budget général et lænvite à se prononcer sur læxactitude des écritures présentées.

Après avoir entendu læxposé de Monsieur le 4^{ème} adjoint et hors la présence de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal, considérant læxactitude du compte de gestion et du compte administratif 2015 du budget général et à lænanimité des 9 votants :

APPROUVE le compte de gestion et le compte administratif du budget général de lœxercice 2015 arrêtés comme suit :

Fonctionnement:

Dépenses	661 082,78 "
Recettes	1 088 345,83 "
Résultat de læxercice : excédent	427 263,05 "
Excédent 2014	723 754,08 "
Part affectée en investissement	164 839,47 "
Excédent cumulé 2015	986 177,66 "

Investissement:

Dépenses	379 555,76 "
Recettes	416 171,42 "
Résultat de læxercice : excédent	36 615,66 "
Déficit 2014	-399 762,73 "
Déficit cumulé 2015	-363 147,07 "

Résultat global à la clôture 2015 : excédent de 623 030,59 Ö

Affectation des résultats 2015 \(\beta\) budget général (délibération)

Vu les résultats de lexercice 2015 du compte de gestion et du compte administratif du budget général :

Résultat de fonctionnement	
A. Résultat de læxercice : excédent	427 263,05"
B. Résultats antérieurs reportés : excédent	558 914,61"
C. Résultat à affecter (A+B hors restes à réaliser)	986 177,66Ö
D. Solde dopxécution dopvestissement : déficit	-363 147,07"
E. Restes à réaliser	
Dépenses	- 105 664,14"
Recettes	238 371,24"
Solde	132 707,10"
F. Besoin de financement (D+E)	-230 439,97Ö
AFFECTATION (C=G+H)	986 177,66"
G. Affectation en réserves R 1068	230 439,97"
(au minimum : couverture du besoin de financement)	
H. Report en fonctionnement R 002	755 737,69"
(pour la part excédant la couverture du besoin de financement)	

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à lounanimité des 11 votants :

DECIDE:

- 1) De reporter le déficit donvestissement de 363 147,07" en dépenses donvestissement au compte 001.
- 2) Doaffecter loexcédent de fonctionnement de 986 177,66" de la manière suivante :
- → 230 439,97" en recettes donvestissement au compte 1068 en couverture du besoin de financement
- → 755 737,69" en recettes de fonctionnement au compte 002.

7/ AMORTISSEMENT DES BIENS DE FAIBLE VALEUR É SORTIE DE LENVENTAIRE (délibération)

Monsieur le Maire rappelle que selon les articles L 2321-2, 27° et L 2321-3 du CGCT, les dotations aux amortissements constituent des dépenses obligatoires pour les communes ou les groupements de communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants.

L'instruction budgétaire et comptable M14 précise que les communes de moins de 3 500 habitants ne sont tenues d'amortir que les subventions d'équipement versées (art. L 2321-2, 28°), mais peuvent procéder à l'amortissement de tout ou partie de leurs autres immobilisations.

Monsieur le Maire rappelle que toute acquisition de faible valeur doit normalement être mandatée en section de fonctionnement. Toutefois, il est possible de mandater ces biens en investissement, à partir du moment où leur durée de vie est relativement importante.

Ainsi, ces biens réglés en section d'investissement sont inscrits à l'inventaire.

Conformément à l'article R 2321-1 du CGCT, l'assemblée délibérante peut fixer un seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de faible valeur s'amortissent en un an.

Lanstruction M14 précise que sur décision de la ssemblée délibérante, ces biens de faible valeur peuvent être sortis de la nventaire dès quals sont amortis, c'est-à-dire au 31 décembre de la nnée qui suit leur acquisition. Monsieur le Maire propose :

- de fixer le seuil unitaire en deçà duquel un bien est considéré comme « de faible valeur »,
- de procéder, à compter de loannée N, à loamortissement des biens de faible valeur sur un an,
- de terminer en totalité sur lannée N lamortissement des biens de mêmes caractéristiques, achetés avant N-1.
- de sortir ces biens de la ctif dès la fin de leur amortissement.

Entendu læxposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à lænanimité des 11 votants :

FIXE le seuil unitaire en deçà duquel un bien est considéré comme « de faible valeur » à :

- 500 " TTC pour les biens acquis au budget général et au budget annexe du CCAS,
- 400 "HT pour les biens acquis au budget annexe de la Auberge.

DECIDE de procéder à la mortissement des biens de faible valeur à compter de la nnée N.

AUTORISE Monsieur le Maire à :

 amortir les biens de faible valeur sur un an, pour ce qui concerne les biens acquis depuis le 1er janvier N-1,

- terminer la totalité de l'amortissement, en année N, pour les biens de faible valeur achetés avant cette date.
- sortir de l'actif comptable tous ces biens de faible valeur dès qu'ils ont été amortis, c'est-à-dire au 31 décembre de lænnée qui suit leur acquisition.

PRECISE que les biens restent répertoriés à lignventaire physique, tant quigls norm pas été cédés ou réformés.

8/ DÉCISION SUR LA POLICE PLURI COMMUNALE

Suite aux réunions relatives à la mise en place donne police pluri communale et à la présentation de Messieurs MUGNIER, Maire de Valleiry et PAN, policier municipal, la Commune doit se prononcer sur la possibilité de faire partie du projet de police pluri communale qui sera créée sur Chênex, Chevrier Valleiry, Viry, Vulbens (Feigères non ayant finalement pas donné suite).

Résultats du vote sur le principe de rejoindre la police pluri communale :

Se prononcent POUR: J-P.CHAUVET, E.CLERC, D.ERNST, J.LAVOREL, M.SAXOD, G.VERNE,

R.VILLET, M-A.VIRET + M.DUPARC Se prononce CONTRE : P.DUPRAZ Sabstient : A-S.EXCOFFIER

9/ PROJET DE TOIT PHOTOVOLTAÏQUE : COÛTS ET FINANCEMENT

Monsieur le Maire présente la ctualisation de la faisabilité pour la photovoltaï que raccordé au réseau public de distribution de nergie sur le toit de la mairie. Se prononcent CONTRE la réalisation de ces travaux : A-S.EXCOFFIER, M.SAXOD, G.VERNE

• Demande de subvention au titre de la Dotation de soutien à l'Envestissement public local Ë Générateur photovoltaïque sur toit du bâtiment « Mairie et salle communale » (délibération)

Monsieur le Maire rappelle à lœssemblée le contexte général de la nouvelle loi de transition énergétique et le contexte particulier du territoire de la Communauté de Communes du Genevois devenu depuis 2015 TEPOS (Territoire à énergie positive) et TEPCV (Territoire à énergie positive pour la croissance verte).

Monsieur le Maire rappelle à læssemblée que parallèlement au projet de rénovation énergétique du bâtiment « mairie et salle communale », visant à diminuer fortement sa consommation énergétique et à remplacer le système de chauffage au fuel existant par un système utilisant des énergies renouvelables, il serait possible denstaller sur le toit du bâtiment (un seul pan incliné Sud), un générateur photovoltaïque.

Ainsi réhabilité le bâtiment deviendrait un bâtiment « Haute Qualité Energétique », à énergie positive.

Monsieur le Maire expose que le cabinet « Transénergie » a rendu une étude de faisabilité pour lipstallation don générateur photovoltaïque raccordé au réseau public de distribution donnergie, faisant apparaître un coût global du projet de **89 000 ÖHT** (ingénierie et travaux).

Monsieur le Maire explique à lassemblée qual est possible de solliciter Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie dans le but daptenir une subvention au titre de la Dotation de soutien à la pour permettre la mise en %uvre de ce projet.

En lœtat actuel du dossier, le plan de financement prévisionnel proposé est le suivant :

	Montants HT	%	Etat du dossier
Fonds Européens - FEDER	20 000.00 "	22%	Subvention à solliciter
Etat - Fonds de soutien à l'investissement public local	20 000.00 Ö	22%	Subvention sollicitée
Communauté de Communes du Genevois	6 000.00 "	7%	Subvention à solliciter
SYANE - "Appel à projets pour soutenir la production déplectricité à partir dépnergies renouvelables" 2016	25 000.00 "	28%	Projet à présenter
Total financements sollicités	71 000.00 Ö	80%	
Fonds propres	0.00 "	0%	
Emprunt	18 000.00 "	20%	
Total autofinancement	18 000.00 Ö	20%	
TOTAL	89 000.00 Ö	100%	

Monsieur le Maire demande à lassemblée de se prononcer sur les suites à donner à ce dossier.

Entendu læxposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

APPROUVE le projet pour un coût de 89 000 " HT et le plan de financement prévisionnel présenté, à 3 voix CONTRE (A-S.EXCOFFIER, M.SAXOD, G.VERNE) et 8 voix POUR.

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter Monsieur le Préfet de Haute-Savoie pour lopctroi donne subvention de 20 000 " au titre de la Dotation de soutien à loinvestissement public local, à lounanimité des 11 votants.

PRECISE que le projet sera réexaminé en cas de non attribution des subventions sollicitées.

AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches utiles et nécessaires en vue de læxécution de la présente délibération et à signer tout document y afférent.

• Appel à projets 2016 du SYANE pour la production délectricité et/ou de chaleur à partir dénergies renouvelables (délibération)

Monsieur le Maire rappelle le projet dinstallation dun générateur photovoltaïque sur le toit du bâtiment « Mairie et salle communale », parallèlement à la réalisation des travaux de rénovation énergétique complète du bâtiment.

Monsieur le Maire expose que le cabinet « Transénergie » a rendu en mars 2016 une actualisation de lœtude de faisabilité réalisée en 2013 pour lænstallation sur ce bâtiment dœn générateur photovoltaïque raccordé au réseau public de distribution dænergie.

Cette étude fait apparaître lœvaluation des coûts suivante :

- Installation du générateur : 61 000 " HT,
- Ingénierie, monitoring et communication : 28 000 " HT.

Soit un coût total estimatif de loppération de 89 000 ÖHT minimum.

Monsieur le Maire expose que lappel à projets 2016 du SYANE a pour objectif daccompagner, financièrement et techniquement, les collectivités de Haute-Savoie dans la réalisation de projets, performants et ambitieux, de production délectricité et/ou de chaleur à partir dénergies renouvelables.

Monsieur le Maire propose de solliciter une subvention du SYANE dans le cadre de cet appel à projets 2016. Entendu læxposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à læmanimité des 11 votants :

SOLLICITE une aide financière du SYANE dans le cadre de son appel à projets 2016 pour la production déplectricité et/ou de chaleur à partir dépengies renouvelables, concernant le projet dépastallation de générateur photovoltaïque sur le toit du bâtiment « Mairie et Salle Communale »

SENGAGE à respecter les conditions du règlement de lappel à projets 2016 pour la production déplectricité et/ou de chaleur à partir dépnergies renouvelables du SYANE

AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches utiles et nécessaires en vue de læxécution de la présente délibération et à signer tout document y afférent.

10/ EXTENSION RÉSEAU ÉLECTRIQUE SUR CHEMIN PUBLIC

Monsieur le Maire rappelle le projet de construction nouvelle B1036 et 1037p, dont le permis de construire a été accordé, avec lœccord du pétitionnaire pour prendre à sa charge le coût de lœxtension du réseau électrique (devis de mars 2015 : 2 859,36 " HT, ce qui représente 60% du coût total, 40% étant pris en charge par ERDF).

Une réunion avec un responsable de RDF a fait apparaître les éléments suivants :

- La prise en charge de læxtension par le pétitionnaire lui en donne légalement la propriété, ce qui implique la la commune de se raccorder sur cette extension si le besoin venait à se faire sentir à lævenir.
- Cette extension, prévue en aérien, se situera en bordure de voie communale.
- ERDF va transmettre à la Commune une estimation du coût pour une extension enfouie.

Au vu de ces différents éléments, Monsieur le Maire propose la position suivante :

- prise en charge par la Commune de læxtension, dans la limite du coût prévu en aérien
- si le coût de l'extension en souterrain est identique ou inférieure au coût annoncé en aérien : choix et prise en charge de la solution enfouie
- si le coût de læxtension en souterrain est supérieure au coût annoncé en aérien : proposition au pétitionnaire de choisir entre les deux solutions et de prendre à sa charge la différence, la cas échéant.

Les membres du Conseil Municipal sont favorables à cette proposition, à læxception de S.EXCOFFIER qui sæbstient.

11/ AUBERGE COMMUNALE: POINT DE SITUATION

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que :

- la Commission de Sécurité est passée à lo luberge et a transmis un certain nombre de remarques à prendre en compte. Elle a émis un avis favorable à la poursuite de lo proposition.
- M.JOSSERAND a annoncé sa décision de mettre fin à sa gérance en octobre prochain, car il souhaite mener à bien dœutres projets professionnels.

Il est nécessaire de prévoir le changement de gérant et les travaux à effectuer avant son installation.

Un groupe de travail est constitué pour le suivi de ce dossier spécifique : E.CLERC, J.LAVOREL, M.SAXOD, G.VERNE.

12/ COMPTE-RENDU SIVU ET COMMUNAUTE DE COMMUNES

- <u>Commission sociale</u>: en attente du retour des questionnaires relatifs à la couverture complémentaire santé distribués à lænsemble des habitants du territoire. Il semblerait que læpiectif ne soit pas de négocier une « mutuelle-groupe » pour un grand nombre de personnes potentiellement intéressées comme compris précédemment, mais de constituer des dossiers dædhésion pour les plus démunis. Se pose la question des instances qui seraient compétentes sæn charger.
- <u>Mutualisation des marchés publics</u> : la démarche du groupe de travail composé des agents de la CCG et des Communes de St Julien, Collonges et Viry se poursuit, avec une possible intégration des agents concernés à la Communauté de Communes, dans le cadre de la mise en place donn marché commun.

13/ DIVERS

Suite à la mise en place don serveur informatique au secrétariat, il est proposé aux membres du Conseil Municipal un nouveau système de mise à disposition des documents de travail.

Lordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h30.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ A VERS LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS ET ONT SIGNE LES CONSEILLERS PRESENTS :

Le Maire, Les Adjoints,

Raymond VILLET Monique DUPARC Dominique ERNST

(excusée, procuration)

Les Conseillers.

Joëlle LAVOREL Eddy CLERC Jean-Pierre CHAUVET

Philippe DUPRAZ Anne-Sophie EXCOFFIER Xavier GROS

(absent)

Mélanie SAXOD Geoffroy VERNE Marie-Andrée VIRET